



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Canicule

Question au Gouvernement n° 1725

Texte de la question

CANICULE

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . Monsieur le premier ministre, la canicule de 2026 est la plus intense et la plus précoce jamais mesurée. Elle est le fruit de votre politique (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EcoS. – Mme Sandrine Runel applaudit également*) :...

Mme Danielle Simonnet . Exactement !

Mme Cyrielle Chatelaininstallation du terminal méthanier du Havre, qui perpétue notre dépendance au gaz, baisse de 70 % des crédits alloués au fonds Vert, soutien aux projets autoroutiers ou encore démantèlement de l'industrie photovoltaïque. La France contribue – certes de manière moins importante – à aggraver le réchauffement climatique et à provoquer ces vagues de chaleur. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EcoS.*) En 2023, le Conseil d'État constatait l'insuffisance des politiques climatiques. En 2024, le Haut Conseil pour le climat appelait à un sursaut collectif et, en mars de cette année, il sonnait l'alerte quant au manque de crédibilité des moyens alloués à l'atteinte de nos objectifs climatiques.

Pourquoi cette obstination à tous nous emmener dans le mur ? Parce que certains pensent que l'argent les protège, qu'ils peuvent se créer une bulle de confort ? Depuis dix jours, cette bulle éclate. Nous subissons tous la chaleur, mais il y a ceux qui en souffrent et ceux qui en meurent ! Cela, c'est encore votre responsabilité (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS ainsi que sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et SOC*) : alors que 33 000 décès dus à la chaleur ont été enregistrés entre 2014 et 2022, vous n'avez rien anticipé. Pire : votre politique a affaibli nos défenses collectives et aggravé tous les aspects de la situation. Ce sont des classes de trente-trois élèves qui s'entassent alors qu'il fait 36 ° C, des hôpitaux saturés, surchauffés, où se convulsent des nouveau-nés, des funérariums qui refusent le corps de personnes âgées, des malades en psychiatrie qui meurent de déshydratation et de solitude, des familles entières entassées dans des bouilloires thermiques où la température dépasse parfois les 40 oC.

Mme Danielle Simonnet . Honte à vous !

Mme Cyrielle Chatelain . Sous votre gouvernement, la canicule s'est transformée en violence politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*) Quand cesserez-vous de nier votre responsabilité dans ces événements ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS, dont quelques députés se lèvent.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Avant de vous répondre, au nom du gouvernement, je veux dire à nouveau notre émotion à l'égard de l'ensemble des victimes, de leurs familles et de leurs proches et – puisque

vous ne l'avez pas fait – saluer l'engagement remarquable des services de l'État (*Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR, dont les députés se lèvent, ainsi que sur quelques bancs des groupes RN et SOC. – Mme Cyrielle Chatelain s'exclame*), celui des soignants qui font tenir l'hôpital, des pompiers, du corps préfectoral, des policiers, des gendarmes. On peut critiquer le gouvernement, mais pas semer le doute sur l'action de l'État, comme je vous entends le faire dans les médias depuis plusieurs jours, alors que l'État tient face à chaque crise !

Deuxième point : je ne souhaite pas polémiquer. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe EcoS.*) C'est vous qui, par votre question, vous tirez une balle dans le pied en cherchant à susciter une polémique purement politicienne au sujet d'une question particulièrement grave.

Mme Danielle Simonnet . Nous ne polémiquons pas !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . En bon républicain, j'ai la faiblesse et l'humilité (« *Vous n'en avez pas !* » sur quelques bancs du groupe LFI-NFP) – une qualité que votre propos ne transpirait guère ! – de considérer que tous les gouvernements, singulièrement depuis l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, ont, chacun à sa mesure, agi contre le réchauffement climatique. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – M. Erwan Balanant applaudit également.*) Le nier, c'est abîmer le consensus républicain ! (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*) Pendant le quinquennat du président de la République François Hollande, plusieurs ministres issus de votre famille politique ont d'ailleurs été aux responsabilités : vous ne pouvez pas dire de vous-mêmes que vous avez été inactifs ces dernières années ! (*M. Erwan Balanant applaudit.*) Là encore, ce qui se joue derrière tout cela, notamment entre les républicains, c'est le consensus au sujet de l'avenir en matière de climat. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Dem.*)

M. Erwan Balanant . Bravo !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Avançons. Vous ne pouvez pas dire qu'aucune mesure n'a été prise. Le Plan national d'adaptation au changement climatique a ainsi été élaboré en 2011 puis actualisé en 2018 et en 2025. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe EcoS.*)

M. Jean-Claude Raux . Et le fonds Vert ?

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Des outils existent, tel le fonds Vert créé par le gouvernement en 2023 – merci de célébrer notre action ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR et sur quelques bancs du groupe Dem.*) Vous avez le droit de critiquer des choix budgétaires annuels, mais il n'y a pas eu un monde avant la création du fonds Vert, dans lequel il y avait des ministres écologistes et rien d'autre, et un monde après sa création, qui aurait tout réglé. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Exclamations sur quelques bancs du groupe EcoS.*) Juger que le gouvernement a été inactif à l'aune de la seule évolution du financement du fonds Vert – alors que nous l'avons créé ! – est tout à fait absurde politiquement.

Continuons : 4,5 milliards d'euros, 25 000 projets, tout ça, c'est concret. Quelque 18 milliards étaient consacrés à l'adaptation au changement climatique en 2021 contre 28 milliards en 2025. On peut toujours considérer que ce n'est pas suffisant (« *Eh bien non !* » sur quelques bancs du groupe EcoS. – *M. Jean-François Coulomme s'exclame*), mais il faut bien expliquer aux Françaises et aux Français que le déficit public est dû précisément au choix politique que nous avons fait de consacrer davantage d'argent à de telles mesures. Alors pourquoi caricaturer, pourquoi travestir la réalité et la vérité ?

Ce matin, à l'issue de votre réunion de groupe, vous avez demandé l'organisation d'une commission d'enquête parlementaire relative aux politiques publiques de lutte contre le changement climatique et d'adaptation du pays.

Mme Danielle Simonnet . Oui !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Je vais vous surprendre : j'y suis favorable, pour la simple et bonne

raison qu'elle fera objectivement état du rôle de chacun. Et quelque chose me dit que cette commission d'enquête se retournera contre vous comme un boomerang, madame la présidente (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur quelques bancs du groupe DR – Exclamations sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et EcoS*), car elle permettra d'établir calmement les faits et constatera que, si nous avons évidemment besoin d'accélérer,...

Mme Marie-Charlotte Garin . Avec quels moyens ?

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre*les gouvernements successifs n'ont pas été inactifs. Sur ce besoin, nous pouvons construire un consensus.

Mais je forme le vœu que cette commission d'enquête ne s'arrête pas là. Elle devra aussi se pencher sur l'action des maires, y compris dans les grandes villes à la destinée desquelles vous présidez parfois depuis 2014, et où votre bilan n'est pas si édifiant qu'il puisse servir de modèle – les électeurs vous ont d'ailleurs désavoué dans certaines d'entre elles ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem. – Exclamations sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*) Souhaitons que l'humilité soit contagieuse et cherchons, sur ce sujet aussi, à construire des compromis et un consensus.

La commission d'enquête parlementaire nous permettra peut-être aussi de comprendre pourquoi, à chaque fois qu'il faut agir, vous nous faites défaut ! Je pense à la programmation pluriannuelle de l'énergie (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR*), dont l'étude a été l'occasion pour votre groupe de déposer une motion de censure alors que l'extrême droite attaquait le gouvernement au sujet de la décarbonation, ou au plan d'électrification des usages, duquel votre groupe n'a pas dit un mot. C'est tout le problème de l'écart entre écologie politique et instrumentalisation de l'écologie à des fins politiques ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Dem. – M. Michel Lauzzana applaudit également.*)

M. Alexis Corbière . Heureusement que vous n'avez pas voulu polémiquer !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Dernier point – c'est la première fois que je sors de mes gonds lors d'une séance de questions au gouvernement : d'où sortez-vous ce bilan humain fallacieux de 10 000 morts (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Mme Cyrielle Chatelain s'exclame*), dont vous-même et les vôtres, du président Gontard, votre collègue sénateur, à Mme la députée Rousseau, faites état sur les plateaux de télévision depuis plus de trois jours ? C'est scandaleux, c'est indigne ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur quelques bancs du groupe DR.*) Chaque mort est un mort de trop, mais si votre formation politique, qui est un parti de gouvernement, ne fait pas confiance à Santé publique France, à l'administration sanitaire du pays, comment nous en sortirons-nous ? De grâce, madame la présidente, faites preuve d'un peu de dignité et de responsabilité ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et HOR, dont les députés se lèvent, ainsi que sur les bancs des groupes DR et Dem.*)

Mme la présidente . La parole est à Mme Cyrielle Chatelain.

Mme Cyrielle Chatelain . Je ne participe à aucun débat sur les plateaux de télévision, où je ne me rends pas. Mais ici, votre temps de parole est bien plus important que le mien. Allons donc débattre sur un plateau, vous et moi, avec des temps de parole égaux, et je démontrerai tous vos mensonges ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS et sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et SOC.*) La canicule est politique, et vous devrez en répondre ! Quand ils ont été battus, nos maires ont respecté le verdict des urnes ; vous avez été battus et vous êtes toujours là ! (*Applaudissements vifs et prolongés sur les bancs des groupes EcoS et LFI-NFP, dont les députés se lèvent. – Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SOC.*) Il y aura une commission d'enquête et une censure ! Vous n'êtes pas à votre place ! Les morts, vous les avez sur la conscience ! Vous menez une politique inégalitaire, qui aggrave le réchauffement climatique, et tout ce que vous trouvez à... (Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice.)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Si ce gouvernement est aux responsabilités, c'est parce que le président de la République l'a nommé (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR. – Protestations sur quelques bancs du groupe EcoS*) et qu'une majorité relative de députés le soutient. Vous votez toujours en faveur de la censure du gouvernement. Si celui-ci n'est pas tombé, c'est parce qu'une majorité de députés, faute de le soutenir, lui permet d'agir.

Je ne suis pas là pour débattre, communiquer ou bavarder, mais pour agir. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem. – Protestations sur plusieurs bancs du groupe EcoS.*)

Mme Mathilde Panot . Vous devez rendre des comptes !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Je ne vous demande qu'une chose, madame la présidente Chatelain : lorsque le gouvernement prend une décision favorable au pays, à l'écologie, à l'intérêt général, préférez donc l'intérêt général à vos alliances électorales avec La France insoumise ! (*Les députés des groupes EPR, DR, Dem et HOR se lèvent et applaudissent vivement.*)

Données clés

Auteur : [Mme Cyrielle Chatelain](#)

Circonscription : Isère (2^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1725

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juillet 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er juillet 2026